



Un parti pour la révolution !
A party for the revolution !
Un partido para la revolucion !
Un partito per la rivoluzione !

Comment changer le monde ?

Entre les 27ème et ces 28ème Rencontres internationales, la crise économique reste le marqueur principal de la situation politique. Ce qui a changé ce sont les résistances et les processus révolutionnaires dans le monde arabe.

Cette situation doit nous interroger. Comment changer cette société ? Les révolutions et les résistances n'ont pas réussi à renverser le capitalisme. Pourtant, nous pouvons déjà tirer des bilans et une stratégie des ces événements.

La force vive, le moteur de l'histoire, reste la classe ouvrière. Par son nombre et sa capacité de blocage économique, elle peut remettre en cause le fonctionnement de la société et arrêter la machine. Les jeunes sont toujours au cœur des luttes, l'étincelle des révolutions. Ils peuvent entraîner l'ensemble des travailleurs. La combinaison de grèves ouvrières généralisées, de manifestations importantes et de la présence de cadres d'auto-organisation, permet de remettre en cause le fonctionnement de la société. Elle a fait tomber des gouvernements !

Situation en Grèce

Le 15 juin, la crise politique du système ébranlé par le « mouvement des places » et la grève générale (l'une des treize depuis le début du mémorandum) a été accentué par la menace de démission du gouvernement de George Papandreou et l'incertitude de l'adoption du « programme de moyen terme ».

Le « mouvement des places » a été la continuation des mouvements de désobéissance civile de la période précédente (mouvement de non-paiement, des affrontements à Keratea contre la construction d'une énorme déchetterie) qui s'est lié avec le mouvement ouvrier organisé lors de la grève générale du 15 juin et la grève générale de 48 heures le 28-29 juin. Ces deux jours ont vu l'expression la plus massive de l'opposition sociale contre le plan d'austérité et le gouvernement. Dans ces manifestations les principales revendications étaient celles mis en avant par ANTARSYA (front anticapitaliste dans laquelle interviennent la section grecque) depuis 2010: le refus du plan du FMI, la chute du gouvernement, une grève générale reconductible et le blocage de la production, l'annulation de la dette.

En mai et juin nous étions « près »-nous avons vu la réelle possibilité de la conversion de la Place Syntagma en une « Place Tahrir grecque », un lieu de conversion du soulèvement, qui organise une grève générale prolongée, les objectifs que les éléments les plus radicaux ont soutenu depuis longtemps.

Le « mouvement des places » est une nouvelle étape dans la conscience et la radicalisation des masses qui émerge et occupe l'espace public. C'est une école de l'organisation collective et la démocratie. Le défi est l'évolution de ce mouvement vers un vrai mouvement avec structures d'auto-organisation et pouvoir populaire dans les entreprises et les quartiers. La prochaine étape est l'occupation des entreprises et services publics, et leur gestion par des comités de travailleurs et citoyens qui exerceraient un contrôle

À partir de ces bilans, il n'existe pas de réponse toute faite. Les processus révolutionnaires du ont été mené par les jeunes et les travailleur. Pour autant, les pouvoirs politiques et économiques restent aux mains des capitalistes. C'est justement la question du pouvoir qui est déterminante pour changer de société. Nous sommes candidats au pouvoir. Notre objectif est la prise du pouvoir par les travailleurs. Au niveau économique, dans les entreprises, il faut qu'ils se réapproprient les moyens de production et la production elle même. Au niveau général, de la société, nous voulons un pouvoir politique partagé par la majorité de la population, les jeunes et les travailleurs.

Cette prise du pouvoir ne sera pas le fait d'une minorité mais de l'action consciente de l'ensemble de notre camp social. Pour autant, il faut des outils pour la révolution, un « facteur subjectif » : nos partis et notre internationale. Ils sont les outils pour une intervention militante qui peut faire basculer la situation dans des crises révolutionnaires – à l'image d'un piston qui concentre la vapeur pour éviter qu'elle s'évapore et permet d'en faire une force. Nous devons centraliser les luttes, les faire converger vers un objectif précis : le renversement du système et la prise du pouvoir !

efficace. Pour que cela se réalise, il devient nécessaire saisir les moyens de production et les biens publics des mains des capitalistes, banquiers et spéculateurs.

La question du pouvoir et d'un système social et politique alternatif n'est plus seulement mis en avant comme nécessité objective, mais aussi comme réponse à une question partagée par beaucoup de personnes. Nous avons besoin de discuter en termes simples quelques traits rudimentaires d'un système alternatif (communiste) et d'un système de pouvoir basé sur des assemblées. Même si le plus urgent actuellement est l'obtention d'une victoire concrète qui donne confiance à la classe ouvrière et les opprimées, nous ne pouvons pas éviter de répondre à la question « et après ?... ». Le refus de payer la dette, et son annulation totale n'est pas seulement une proposition propagandiste. C'est la seule solution réaliste. Le mouvement ouvrier doit combiner la revendication de ne pas payer la dette avec celle de la nationalisation des banques sous contrôle ouvrier, la fin du secrète banquier et commercial, ainsi que la nationalisation du commerce étranger. Le seul moyen pour imposer ce programme est un gouvernement ouvrier révolutionnaire, basé sur des larges structures auto-organisées, des comités de travailleurs.

Ce gouvernement sera sans doute en dehors de la zone euro et l'Union européenne. La solidarité des travailleurs dans les pays européens sera nécessaire contre la férocité et soif de vengeance des capitalistes. Leur capacité de renverser leurs propres classes dirigeantes garantira, dans un horizon stratégique, la capacité de construire une société sans pauvreté, chômage, exploitation, discrimination raciste et de genre. Sans désastre écologique et avec une économie où les décisions sont prises démocratiquement par les producteurs des richesses. Une société d'égalité et de solidarité internationale.

Bilan de la fête femmes

La fête femmes est un moment important du camp pour les camarades femmes du fait de l'oppression qu'elles subissent au quotidien dans la société. Cette soirée non mixte est un moment qui aura permis, dans un cadre ludique, sans subir les comportements normés, de se renforcer en apprenant à mieux se connaître, de construire des solidarités. Les cadres non mixtes permettent aux femmes de libérer la parole, l'action dans un cadre non soumis à l'oppression et aux inégalités, le tout avec des jeux, autour du thème des stéréotypes et de ses déconstructions, qui ont permis d'expérimenter d'autres rapports. Le meeting et la manifestation qui l'ont précédée ont démontré que les questions féministes n'étaient pas déconnectées de la lutte des classes. La révolution ne se fera pas sans les femmes, la moitié de la population mondiale. Cette soirée a été un succès tant politique que festif.

Évidemment, ce n'est pas une journée, une fête dans un camp qui suffiront à combattre l'oppression des femmes, mais une réflexion, une orientation et une activité féministes tout au long de l'année !

Bilan de la fête LGBTI

Chaque année au camp se tient la fête LGBTI. C'est un acquis du camp de la IV, presque une marque de fabrique, de mettre en pratique nos idées et aspirations, même sur la question des genres, des sexualités, et de leur construction. Cette année, le nombre de participants à la fête a été très satisfaisant. Malgré un manque de préparation en amont et la présence de comportements hétéro, l'ambiance a permis aux camarades d'être à l'aise et ceux-ci ont globalement bien joué le jeu. Même les camarades qui ne participaient pas ont respecté cette soirée, contrairement à d'autres années où il pouvait par exemple y avoir une sorte de contre-soirée. Il faudra malgré tout se donner des objectifs plus hauts les prochaines années. Si la fête a bien servi à pousser plus loin notre conception de nos sexualités, on pourra explorer davantage la construction du genre. La réflexion sur nos comportements, sur la construction des normes et des genres, et sa mise en pratique ne doit pas s'arrêter à la sortie de la discothèque. Les questions de sexualité n'ont rien de figé, la fête n'est qu'un début (de soirée), continuons le combat !

Tunisie : révolution permanente ?

Depuis la chute du général Ben Ali, on entend dans les médias qu'il y a un retour à la « normale » en Tunisie. C'est un mensonge. La chute du dictateur le 14 janvier a en effet marqué la première victoire de la mobilisation. Cependant, les masses sont conscientes que seulement une partie du travail a été faite : le dictateur est tombé, pas la dictature. Dès janvier, un des mots d'ordres essentiels a été la « révolution ininterrompue » aux côtés de « Ben Ali dégage ».

C'est la puissance de la révolte de la classe ouvrière et des jeunes, à travers des manifestations et des sit-ins qui a fait tomber Ben Ali. Les grèves régionales appelées par l'UGTT ont été déterminantes. Les militants révolutionnaires au sein de l'UGTT ont poussé à la grève générale, la bureaucratie a dû céder devant cette pression. La fuite de Ben Ali a eu lieu le jour de la grève générale du grand Tunis.

Le remplacement de Ben Ali, Ghannouchi a continué à assassiner et réprimer. Face à cette fausse transition, la révolution s'approfondit dans son programme et parfois dans ses formes d'auto-organisation. Les quelques concessions que Ghannouchi a été obligé d'octroyer n'ont pas réussi à arrêter le processus révolutionnaire et l'immense rassemblement de Kasbah 2 a entraîné sa démission et son remplacement Essebsi.

Essebsi, comme la bourgeoisie tunisienne, est complètement inféodé à l'impérialisme. Les partis libéraux répandent l'illusion que la chute du dictateur est suffisante pour permettre un développement harmonieux de la Tunisie, que ses richesses puissent enfin être utilisées pour son développement et qu'elle ne soit plus simplement le paradis de la sous-traitance et du rapt des matières premières et de la main d'œuvre payée un salaire de misère, en particulier par les entreprises fran-

çaises (plus de 1500).

Un des premiers actes du gouvernement Esebssi a été de payer la dette, un des instruments principaux de ce contrôle impérialiste alors même que cette dette a été contractée par Ben Ali pour transformer la Tunisie en un paradis pour son clan mafieux qu'il a placé à tous les postes clés de l'économie.

Le mot d'ordre de « souveraineté nationale » est un leurre destiné à faire croire que l'impérialisme et ses sbires n'est plus au pouvoir alors que tout le montre. Pour abattre la dictature, pour résoudre le problème du chômage et de la misère, il faut que les travailleurs, les chômeurs et les jeunes se saisissent du pouvoir, et pour cela il leur faut un parti qui fasse le lien entre cette nécessité et les mobilisations quotidiennes.

Fumel, son stade et son usine

Le stade qui a accueilli les 28èmes RIJ a pendant plus de cinquante ans été la propriété de la société Pont à Mousson. Construit pendant l'occupation allemande, inauguré par la Gestapo et la direction collaboratrice de l'usine de Fumel, c'est un pied de nez à l'histoire qu'il soit devenu l'espace d'un rassemblement des jeunes révolutionnaires !

Une histoire toujours en marche

Fumel, c'est surtout son usine de fonderie, qui a intégré des salariés locaux issus de l'agriculture, des Russes blancs, des garibaldiens, des juifs polonais, des révolutionnaires espagnols, des Algériens, Marocains, Sénégalais et Portugais. Le syndicat CGT de Fumel a structuré les luttes et fait grandir un niveau de conscience très élevé. Fer de lance en 1936 et 1968, l'usine a été occupée plus d'un mois à chaque occasion, avec des piquets de grève.

Quand j'y suis entré en 1970, nous étions plus de 4000 salariés. Il y avait deux cellules du Parti communiste français, une du Part socialiste, une

section de la CNT rassemblant des anarchistes et des camarades du POUM espagnol. En 1975, la Ligue communiste révolutionnaire (section de la Quatre) comptait cinq membres, puis dix-sept en 1980, pour la plupart à la CGT, dont ils ont assuré la direction à partir 1983.

Depuis plus de trente ans, pour faire face aux licenciements, au départ de Pont-à-Mousson, aux restructurations, à la valse des repreneurs, nous avons vécu des luttes et des batailles permanentes. Entre 1988 et 1992, nous avons construit dix-huit grèves générales, imposé 32 heures de travail par semaine sans perte de salaire, contre un plan de licenciements en 1990. En 1993, la production a été contrôlée par les travailleurs dans l'usine occupée, pendant trois semaines. Quatre-vingt-quatorze travailleurs ont été mis en examen, les gendarmes mobiles ont envahi l'usine, nous avons dressé des barricades, des affrontements très violents ont duré plusieurs jours.

En 2003, face à la liquidation annoncée, nous avons repris l'entreprise en contrôlant la capital. L'expérience a duré quatre ans. Bien sûr, nous

savons qu'il n'est pas possible de construire le socialisme dans un seul pays, et donc encore moins dans une seule usine. Mais nous préférons, rester ensemble au lieu de nous retrouver tous au chômage. Nous n'entendons pas créer un exemple viable, ni une réponse aux licenciements dans le capitalisme. Nous avons clairement voté en assemblée générale que nous cesserions immédiatement cette expérience si nos conditions de travail se détérioraient, si nos acquis et nos salaires étaient remis en cause.

Mais nous avons ouvert les livres de comptes, démontré que les salariés étaient capables de diriger une usine, embauché des jeunes, et des femmes, en contrats à durée indéterminée, augmenté les salaires de 17%, etc. Aujourd'hui, l'usine est encore ouverte, avec trois cents salariés.

À suivre...

Ignace, comité NPA Fumel

Ce n'est qu'un au revoir !

Après une semaine intensive de formations, de débats et de fêtes voilà déjà le moment de nous quitter. Il s'agit maintenant de poursuivre le combat pour mettre en place la société que nous avons expérimentée au camp !

De nombreuses tâches nous attendent. Nos classes dominantes avec leurs plans d'austérité et leurs guerres, n'ont pas pris de vacances. Mais les résistances de masse sont aussi à l'ordre du jour. Nous ne laisserons pas voler notre avenir, l'heure est à la construction de la riposte sociale ! Dans nos lycées, dans nos universités et dans

nos lieux de travail, nous devons être à la pointe de la construction des résistances. Nous devons chercher à les faire converger, aux niveaux national et international. Pour cela, une conférence internationale pour résister ensemble au plans d'austérités est appelé le 1er octobre à Londres à l'initiative de Coalition of Resistance. Ce sera l'occasion, en plus du plaisir de se retrouver après le camp, d'élaborer un plan d'action internationale pour refuser de payer les crises.

Les dirigeants du monde se réunissent aussi, et pas dans un camping ! Ils tiendront leur G20 à Cannes les 3 et 4 novembre. Un contre-sommet

est prévu à partir du 1er novembre à Nice. Il sera le lieu de convergence de toute nos luttes, contre les plans d'austérité, les occupations de l'Irak, de l'Afghanistan ou de la Libye, le racisme, pour l'écologie...

Les défis à relever ne manquent pas. Nous y mettrons toute l'énergie et la rage accumulées pendant cette riche semaine.

À l'an prochain pour tirer les bilans de nos nouvelles luttes !